

le monde libertaire

rédaçtion
administraçtion
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

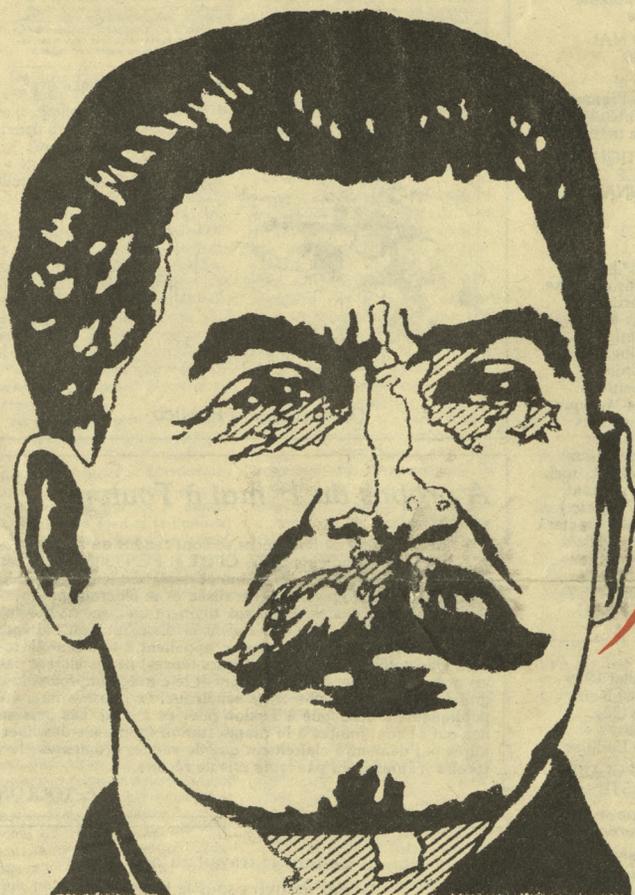
N° 314 JEUDI 17 MAI 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste



(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

XXIII^e CONGRÈS DU P.C.F.



Je suis
pleinement
satisfait
de ce congrès!

Au sommaire :

- * Le congrès du P.C.F.
- * Le congrès C.F.D.T.
- * Le budget de la Défense, un budget en expansion
- * Taniou Ivanov Garnev, un anarchiste bulgare emprisonné
- * Le procès des inculpés du 23 mars

XXIII^e congrès du P.C.F.

A ST-DENIS, LES COMMUNISTES SONT ALLÉS A LA GRAND-MESSE DU REQUIEM DE STALINE

LES congrès communistes sont sans mystère! Le centralisme démocratique, appliqué à tous les échelons de l'organisation, procède à chaque étage à l'élimination des contestataires et, à partir de l'échelon régional, « la base » est écartée de la discussion au profit des membres de l'appareil ou de ceux qui ont été choisis pour y parvenir.

Le congrès de St-Denis ne fera pas exception à cette règle d'or qui consiste à rassembler que des fidèles dont on est sûr, en laissant filtrer ça et là quelques opposants soigneusement choisis qui constitueront dans un premier temps l'alibi démocratique, et ceux-ci en se ralliant, dans un second temps, feront la démonstration de la justesse des propositions du Bureau Politique!

Le document qui sera voté au congrès n'est pas l'émanation de la base, il est confectionné par le secrétariat, et les modifications de détails que pourraient y apporter les cellules seront passées au laminoir au cours des conférences de sections et de régions, pour enfin ne parvenir à la tribune du congrès qu'avec les corrections qu'aura bien voulu laisser passer l'appareil, et elles aussi serviront d'alibi au parti « le plus démocratique du pays » dira Marchais qui ne manque pas de toupet! C'est à ce procédé pratique que l'on doit de connaître ce que seront les décisions du congrès avant même la désignation des « délégués ». Délégués de quoi? De la base? Des cellules? Allons donc! Délégués de la direction choisis par l'appareil pour faire dire aux communistes, à travers un congrès bidon, ce que le bureau politique voulait qu'ils disent.

(suite page 5)

F.P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : GRENOBLE
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : MAUBEUGE
 FACHES-THUMESNIL
 ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN -LE
 HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite *Voie Libre*)
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-ENTREPRISES
 DE CALBERSON (Paris 18^e)
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : tous les mardis de 20 h à 21 h à la MJC rue de la Palette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poiliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et Liberté 72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.

Groupe Hédouin de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon (GAL) : tous les samedis à partir de 15 h, 78 rue Denfer Rochereau - 69 004 Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germainal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulinaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes d'Antony (Tel. 668-48-58).

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corrée (quartier St-Roch) à Amiens.

Groupe Voline : 26, rue Piat-Paris 20^e. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Ellsée Reclus d'Als-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.

**Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures
 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS
 Permanence le samedi à cette adresse de 15 à 19 h**

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ATELIER DU SOIR
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
 MARNE
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - ST-MICHEL SUR ORGE
 - VILLEJUIF
 - ALFORTVILLE, MAISONS-ALFORT

BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE LA GARENNE ST-OUEN
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS
 De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoing, Orléans, Cherbourg, Chiron, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes.

Le groupe de Marseille organise avec la CNT
VENDREDI 18 MAI
 à partir de 20 h
 un soutien aux inculpés antimilitaristes du 31 mars avec
 meeting contre la répression spectacle
 Serge Utgé-Royo
 groupes folk
 buvette, vente de livres
 Vieille bourse du travail
 13, rue de l'Académie
 Marseille
 Entrée de soutien

Le groupe Kropotkine organise
SAMEDI 19 MAI
 à 15 h 30
 en son local
 28, rue Carème-Prenant
 95 100 Argenteuil
 un débat sur le thème
**VIOLENCE ÉTATIQUE ET
 VIOLENCE
 RÉVOLUTIONNAIRE**

Le 30 juin et 1^{er} juillet
 le groupe d'Amiens organise une fête libertaire
 Parc de Montières à Amiens
 avec la collaboration de la coordination libertaire Nord-Picardie
 Débats-Expositions
 Théâtre-Sketchs-Musique
 Toutes les personnes désirent participer à l'animation de la fête (chanteurs, groupes folk, rock troupes théâtre militant, faiseurs de sketches, etc.) sont près de nous contacter dans les meilleurs délais
 Toute autre suggestion sera également étudiée
 Pour contact : BP N° 7 80 330 LONGUEAU

Les 21 et 22 juillet 1979
 le groupe Soleil Noir de Cadillac (33) organise
 dans le parc de Cadillac
UNE FÊTE POPULAIRE ANARCHISTE
 dont le programme se divise en quatre parties
 * fête traditionnelle
 bal rock-bal occitan
 concert chansonnier
 concert rock
 * expositions
 artisanales et artistiques (sculpture-peinture)
 * films
 vidéo + grand film sous chapiteau
 * débats permanents
 éducation libertaire-anarchisme antimilitarisme
 Bouffe-Jeux-Buvette-Librairie restaurant-etc.
 avec camping gratuit dans la fête du vendredi au lundi
 L'entrée pour les deux jours sera de 25 à 30 F (pour les frais)
 Début de la fête
SAMEDI 21 JUILLET à 12 h
 jusqu'au lundi matin à l'aube
 Pour tous renseignements complémentaires prendre contact avec le groupe par l'intermédiaire des R.I.

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 77
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Gestion directe n°4 est là

GESTION DIRECTE

ORGANE de LIAISON des TRAVAILLEURS P.T.T. Nouvelle série

FEDERATION ANARCHISTE

après le 23 Mars
15 terrassiers inculpés !

Nous ne voulons pas tomber dans le panneau : provocations polaires ou/et complot déguisé fomenté à l'insu du P.C.
 De marxisme n'est valable que pour les politiciens et les professionnels de la négociation institutionnelle. Par delà les événements du 23 Mars, et par delà la campagne publicitaire d'inspiration de la C.F.T.C., il existe un certain nombre de gens, d'individus, de



On le trouve à Publico

A propos du 1^{er} mai à Toulon

UNE vingtaine de libertaires se sont rendus au rassemblement des syndicats CGT, CFDT et FEN (300 personnes environ). Ils distribuent des tracts et déploient leur banderole réclamant « L'autogestion généralisée et le fédéralisme libertaire ». Les réformistes syndicaux tiennent un discours électoraliste et, pour terminer, demandent la dissolution du cortège.
 Les anars, de façon spontanée, appellent à une manifestation. Une soixantaine de travailleurs (euses) ne respectent pas les ordres de dispersion et rejoignent le cortège improvisé, au grand désarroi des petits chefs syndicaux. Le réformisme a été publiquement désavoué à Toulon pour ce 1^{er} mai. Les personnes qui se sont jointes à la manifestation spontanée des libertaires ont démontré clairement que de vagues promesses électorales n'étouffent pas leurs cris de révolte.

F.A. TOULON

Comme le travail au noir,
 l'achat de livres sous le manteau
 ça peut finir mal !

Alors venez les acheter à Publico
 ouvert tous les jours sauf lundi
 de 14 à 19 h
 et le samedi de 10 h 30 à 19 h

PERMANENCE ANTIMILITARISTE
 Chaque samedi de 13 à 15 heures
 Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805 34 08 CCP Publico 11 289 15 Paris

| | Sous pli fermé | Etranger |
|---------|----------------|----------|
| 3 mois | 50 F | 78 F |
| 6 mois | 95 F | 110 F |
| 12 mois | 180 F | 200 F |

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Reglement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

Série
Les novateurs de la pensée libre



Démocrite (-460, -370)

esprit universaliste, père de la sciences des atomes

De lui, Diogène Laërce dit qu'il avait l'expérience de toutes les disciplines, et nous donne un aperçu de ses doctrines : « A l'origine de toute chose, il y a les atomes. Les mondes sont illimités, engendrés et périssables. Rien ne naît du néant et ne retourne au néant. Les atomes sont illimités en grandeur et en nombre et ils sont emportés dans le tout en un tourbillon. Ainsi naissent les composés. Car ce sont des ensembles d'atomes incorruptibles en raison de leur fermeté. Le soleil et la lune sont composés de masses semblables, tout comme l'âme qui ne se sépare pas de l'esprit (le sens est cerveau).

Nous voyons par des projections d'images et tout se fait par nécessité, car le « tourbillon » (plus exactement la gravitation) est la cause universelle et c'est ce tourbillon qui est le destin. Le souverain bien et le bonheur (très différent du plaisir), attitude dans laquelle l'âme est en repos et calme ; ainsi elle ne se laisse troubler par aucune superstition. Le droit est une invention des hommes tandis que les atomes existent selon la nature ».

Pour Démocrite, tout s'explique par le mouvement perpétuel des atomes. Les combinaisons des particules naturelles, indivisibles et éternelles, produisent les corps les plus divers ; jusqu'à la connaissance que nous avons des choses qui dépendent de ces composés agissant sur nos sens. En résumé, chez ce penseur le monde organique, comme la pensée humaine, s'explique par les atomes en mouvement. C'est - fait considérable - la création de la « physique cor-

pusculaire », vérité de tous les temps.

S'il y avait des dieux, ils seraient, au même titre que les hommes, des « combinaisons d'atomes » soumis à la nécessité universelle.

Avec Démocrite, nul appel à des causes extérieures créatrices et providentielles, tout s'explique par la « mécanique corpusculaire ». Nul appel à la sensation, la connaissance vient uniquement de la raison. Démocrite n'est pas un savant qui s'est contenté d'émettre des théories philosophiques, il a construit pratiquement un système. Son grand « Diascome » par exemple, est une étude sur l'organisation de l'univers, qui vient à l'appui du matérialisme athée.

On sait que l'antiquité s'est acharnée non seulement sur les doctrines de ce penseur, mais aussi sur l'homme. Platon, qui a cité tous les philosophes anciens, n'a parlé nulle part de Démocrite ; la raison c'est qu'il savait bien qu'il s'attaquerait alors au meilleur de tous les philosophes. Les platoniciens modernes que sont les théologiens, n'ont pas fait autre chose en détruisant la plus grande partie de ses œuvres.

L'incroyance fut de même hautement représentée par Diagoras de Mélos, disciple de Démocrite. Son incrédulité ironique a marqué les philosophes athées du XVIII^e siècle. Egaleme-ment Théodore, un autre contemporain dont le livre « sur les dieux » lui valut le nom d'athée.

De ces penseur libres, la chrétienté n'a fait connaître que leur impiété et condamné leur savoir.

Anacharsis



MERcredi 9 mai, le comité de soutien à Philippe Giroud et Alain Port (voir ML précédent) se réunissait près du Luxembourg à Paris, afin d'échanger les informations concernant leur détention et préparer quelques actions pour exiger leur libération. Au cours de la réunion, une vingtaine d'individus ayant des têtes et des tenues de stagiaires à la préparation militaire, ont envahi le local en prétextant un échange de « poing » de vue. L'opération était bien préparée : au pas de charge, le groupe compact s'est déployé autour de la table en intimant l'ordre de rester assis. Un chefillon nous fit un court discours et ordonna à ses petits nazillons de prendre les calepins et carnets d'adresses. Une boucoulade s'ensuivit au cours de laquelle quelques camarades furent frappés. Pendant ce temps, les occupants de la salle voisine, comprenant ce qui se passait, barricadèrent leurs portes en criant des slogans contre le fascisme. La tension augmenta quelque peu ; les chaises, tables et objets divers volèrent, accompagnés du cri « Occident, occident »...

NON MAIS FAUDRAIT PAS PRENDRE LES ENFANTS DE LÉNINE POUR DES CANARDS INHUMAINS !

BREJNEV and C^o se font les défenseurs des droits de l'homme jusqu'à menace d'expulsion des prochains jeux olympiques de tout pays qui oserait recevoir les équipes sportives d'Afrique du Sud. Certes, l'Afrique du Sud est raciste, mais ce n'est quand même pas le camarade Brejnev qui va nous donner des leçons d'humanité... ou alors il faut penser qu'un goulag c'est plus humain que l'apartheid ! En France, pour une fois, gauche et droite sont d'accord

ble enfer, mais de ça faut pas en parler car c'est de la calomnie (c'est vrai que cinq dissidents valent deux espions... alors, camarades, pour faire nos transactions faudra surveiller les cours de la bourse). En fait, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se partager le monde, pour être le plus puissant, pour apporter la bonne parole aux opprimés, pour les évangéliser et pour les initier au matérialisme dialectique historique selon St-Marx. A dire vrai, il y a des



pour reconnaître la vérité des propos venus d'URSS. Le PC, qui depuis sa création broute les pelouses du Kremlin, en profite pour montrer au brave peuple que même en URSS les dirigeants ont un cœur et qu'ils savent s'apitoyer sur le malheur des autres. Quant à la droite, le contrat de vente des mirages et des missiles doit sans doute expirer pour qu'elle prenne une telle décision, car pour elle faut pas mélanger affaires, sport et politique...

Rappelez-vous il y a un an pour le Mondial, le Kremlin était resté muet, pourtant en Argentine on fait de tout dans un stade Il est vrai que pour le PC argentin, Videla est l'élément progressiste et démocrate de la jungle... Avec de tels raisonnements, y'a de quoi être paumé ! S'il y a des dissidents en URSS c'est que le paradis du socialisme scientifique est un vérita-

ble enfer, mais de ça faut pas en parler car c'est de la calomnie (c'est vrai que cinq dissidents valent deux espions... alors, camarades, pour faire nos transactions faudra surveiller les cours de la bourse).

Et ces jeux olympiques de 1980 qui promettent d'être beaucoup plus un défilé militaire qu'une compétition sportive ! Ces jeux qui permettront à l'URSS de montrer sa puissance au monde entier ! Tiens, comme par hasard, les USA n'ont pas été censurés, et pourtant question racisme, ils se portent bien eux-aussi. Et la France qui soutient le despotisme d'un Moïbutu ?... Et l'Egypte et Israël qui entraînent leurs armées contre les Libanais et contre les Palestiniens ? Et l'Iran de Khomeiny qui fusille ou qui fait fusiller n'importe qui par des mouvements fictifs ? Et la Grande-Bretagne qui se défoule sur l'Irlande ? Et la Chine qui « punit » le Vietnam ?... En suivant ce raisonnement jusqu'au bout, il est bien évident que ces jeux n'auront pas lieu, vu que l'URSS va être obligée de s'exclure la première pour crime permanent de lèse-liberté.

Cet impérialisme sournois et hypocrite ne peut mener qu'à une troisième guerre mondiale ou à la révolution internationalisée. Quoi qu'il en soit, la réalité est une torture permanente pour ceux qui la subissent ou qui la subiront. Si les mots de certains rassurent les inquiets, il ne faut pas se laisser sur les véritables intentions de ceux qui les disent car le mot est tellement maniable qu'il est douteux par principe.

Quoi qu'il en soit, il sera bien difficile de faire entendre la voix de la raison et de montrer la faillite du communisme d'Etat. La droite va se gorgier d'exploits sportifs, la gauche, en particulier *L'Humanité*, va, comme Louis Aragon, chanter les goulags de partout et d'ailleurs, alors que restera-t-il à la réalité ?

En fait, il est de première urgence de boycotter ces jeux, de refuser d'y participer et de refuser de se prêter à cette mascarade consistant par le silence et par fatalisme, à justifier des Etats plus sanglants les uns que les autres.

MOSCOU 1980, C'EST ENCORE BERLIN EN 1936 !

Franz LOLLIVIER (Cadillac)

Marseille

Nouvelle discrimination raciale...

A plusieurs reprises déjà, le ML s'est fait l'écho de la somme considérable de difficultés et contraintes que peuvent rencontrer les travailleurs immigrés, particulièrement à Marseille, des agressions perpétuelles à tous les niveaux, en passant par les opérations « coups de poing » et la prison clandestine d'Arènes ou autres « mesures Stoléro », jugées illégales par le Conseil d'Etat lui-même... Marseille n'a jamais cessé de vivre à l'heure du racisme le plus effréné, et ce n'est certes pas la dernière « perle » émanant de la préfecture, sous forme de circulaire, qui contribuera à alléger un bilan déjà bien lourd en ce domaine.

Venons-en aux faits : au mois d'octobre dernier, une circulaire tout ce qu'il y a de plus anonyme était pondue à l'intention des assistantes sociales de la caisse d'allocations familiales. Cette circulaire faisait état d'un « traitement spécial » pour l'attribution des logements HLM à tous les étrangers, mais aussi aux Français d'origine musulmane. Ce joyau de notre bureaucratie, qui commence ainsi : « à l'intention des assistantes sociales de Marseille au sujet du logement des familles immigrées ou familles françaises d'origine musulmane », est donc ni plus ni moins qu'une formidable mesure discriminatoire, en matière de logement, bien dans la ligne d'un racisme de plus en plus important. Oh ! bien sûr, finalement rien de bien nouveau dans les faits, car depuis plusieurs années maintenant, le refus d'attribution d'HLM à des Arabes a déjà fait pas mal de bruit et ce n'est plus un secret pour personne, mais jusque là rien dans la forme ; et cette circulaire, qui supprime le moindre doute, nous montre surtout l'état d'esprit qui règne aujourd'hui en matière de discrimination raciale. On ne recule désormais devant rien.

Les Français d'origine musulmane qui voudront trouver un logement devant obligatoirement passer par la maison de l'étranger ou bien au service des migrants. D'ici deux ans, c'est parait-il 530 HLM qui seront mis à la disposition des 150 000 étrangers et Français musulmans vivant dans la région. Un bel effort, n'est-ce pas ?... Attention ! le pourcentage d'étrangers par groupes d'immeubles ne devra pas excéder 5%. Cela certainement dans le but de faciliter leur insertion... ben voyons ! Et puis cette belle circulaire précise : « les rez-de-chaussées et les premiers étages leur seront réservés », j'ai bien dit réservés à eux, spécialement... formidable, non ? Car il faudrait avoir l'esprit mal tourné pour penser que ces appartements sont, en principe, les moins confortables, les plus humides et ceux où le soleil n'entre jamais ! De plus, pour accéder à ces petits paradis que sont nos HLM, il leur faudra obligatoirement être salariés. Ce qui veut dire que pour les étrangers malades ou chômeurs, il leur restera la possibilité d'aller crever, bien sagement, dans ces nombreux bidonvilles qui encerclent cette bonne vieille ville socialiste chère à Gaston Defferre.

Une mesure supplémentaire, donc, qui vient renforcer ce racisme congénital, une des plus grandes tares de ce monde, et qu'il conviendrait, comme les autres, de balayer !

Denis LAROUSHINE

Dernières nouvelles...

Pour couvrir leur repli, un fumigène fut lancé par la porte entrouverte de la salle d'à côté. En ordre et dans le « calme », les assaillants rejoignirent leurs quetters et s'évaporaient dans les rues avoisinantes.

Le climat de plus en plus répressif (vis-à-vis des travailleurs en lutte, des manifestants et des organisations révolutionnaires) que nous connaissons actuellement, indique un renforcement de l'autoritarisme étatique accompagné par une série de mesures rapprochant la France libérale du modèle social-démocrate allemand : loi sur l'affichage, utilisation de plus en plus fréquente

de la loi anticasseurs et de la procédure de flagrants délits, contrôles policiers, occupation policière des cités, etc.

Dans ce contexte, la provocation fasciste du 9 mai doit être prise au sérieux, car répétée elle peut servir soit au renforcement de l'Etat, soit à la constitution d'un mouvement fasciste homogène. Si cette rencontre n'a vu que des réactions défensives de notre part, nous sommes persuadés désormais que la meilleure défense reste encore l'attaque et pour une dent toute la gueule.

Bernard et Pascal Gr. Sacco-Vanzetti

Les antimilitaristes amiénois ont encore frappé

C'était le 8 mai, grande parade rituelle censée fêter la fin d'une vaste boucherie planifiée par des généraux planqués à Londres ou ailleurs.

Triste farce qui réunissait dans un même élan commémoratif, galonnés divers, maire de gauche et préfet de droite, pour aller rallumer la petite flamme d'un patriotisme ardent.

Tout se déroulait selon le cérémonial prévu quand, ô stupeur !, un groupe de personnes des deux sexes se précipita pour aller déposer une gerbe au monument aux morts, prestement poursuivies par les flics. Faut dire que sur la gerbe était marqué : « AUX MORTS POUR RIEN ». Et que c'était une action rondement menée par le CLO d'Amiens qui trouvait ainsi un bon moyen pour attirer l'attention sur le sort de ceux qui se voient refuser le statut d'objets pour cause d'OP 20.

Résultat : 8 interpellations pour cause de lèse-cérémonie, qui ne prendront fin que quelques heures plus tard.

GRUPE ANARCHISTE D'AMIENS

en bref...en bref...

Le comité Espagne révolutionnaire de Toulouse organise une soirée d'animation et un débat sur les luttes actuelles en Espagne, vendredi 18 mai à 20 h 30, 48, rue de la République à Toulouse.

Le comité de soutien à Thierry Pettes nous communique que sa pétition a recueilli un millier de signatures, et qu'il envisage un meeting en juin, à Créteil. Réunion de préparation le 16 mai à 20 h 30 à l'hôtel de ville de Créteil, salle de commission n°2.

La Maison pour Tous organise le 2^e festival de musique qui se déroulera les 18-19 et 20 mai à Miramas.

Au programme, Gwindam, Ganafoul, Nain Jaune, Zazou, Wazou, etc.

Le COBAR-Paris rappelle que 21 Bretons sont emprisonnés pour motif politique.

15 d'entre eux, en prison depuis 10 mois, n'ont toujours pas été jugés bien que l'instruction soit terminée. Pour mieux les isoler, le pouvoir avait, dans un premier temps, interdit en novembre 78 un gala de soutien, puis les a séparés et dispersés dans quatre prisons.

Sept sont à Melun, sept à Fresnes, cinq à Fleury et deux à la Santé. Le COBAR demande que la cour de sûreté de l'Etat prenne ses responsabilités en les regroupant pour leur permettre de préparer décemment un procès qui n'a que trop tardé, ou en les libérant de suite.

Un groupe parisien du collectif d'enquête et d'études sur les pratiques psychiatriques, organise samedi 19 mai à 14 h, salle de la Libre Pensée, 12 rue des Fossés-St-Jacques à Paris, une réunion d'information pour faire connaître les objectifs de leur collectif.

Du 14 au 27 mai, les Amis de la Terre des Landes organisent une projection de film suivie d'un débat : « Condamnés à réussir » (film réalisé avec la participation des travailleurs de l'usine de retraitement des déchets de La Hague).

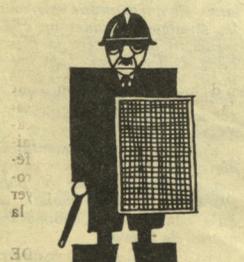
Le 15 mai à Pontony à 20 h 30, le 22 mai à Dax-centre social, 20 h 30, le 23 mai à Morcenx à 20 h 30, le 26 mai à Bayonne, 15 h, place St-Ursule.

Radio Clémentine continue d'émettre malgré la commission rogatoire des policiers du SRPJ de Versailles, qui leur a permis d'« enquêter » sur les activités de cette radio.

La prochaine émission aura lieu en public, les auditeurs sont attendus à la salle des fêtes de Carrière/Seine, lundi 21 mai dès 19 h 30.

Le 9 mai s'est tenue à Bordeaux une réunion où s'est constitué un collectif pour la liberté d'affichage menacée par la loi du 19 avril 79, et pour la liberté d'expression en général.

Les organisations ci-dessous et les individus intéressés par ce projet, se réuniront le mercredi 23 mai à 20 h 30, au court-circuit, 21, rue Lalande à Bordeaux, pour envisager la riposte qui convient. Psa, LCR, GAL (groupe anarchiste lycéen), FA, Combat Communiste, CANB, GLH, journal « Antiguaille », Radio-libre ADELE.



L'AUTOGESTION

« Rien n'est plus beau que l'autogestion »

Philippe VAL

L'autogestion a-t-elle quelque chose à voir de près ou de loin avec les gadgets dont on nous rebat les oreilles : la participation, la cogestion, la démocratie dans l'entreprise ? Non mais, et puis quoi encore ! Chacun aurait-il désormais le droit et le loisir de désigner le patron, la direction, les cadres et les agents de maîtrise, une « plus juste » hiérarchie des salaires et des fonctions, qu'est-ce que cela pourrait-il bien changer à l'exploitation quotidienne des individus, à la nature du travail et aux conditions dans lesquelles il s'effectue ? Rien. Que dalle ! L'être humain se sentirait toujours obligé de perdre sa vie à gagner, et de lécher les bottes de la faillite en quête de l'hypothétique promotion, avant de pouvoir partir à la retraite à 65 ans, si toutefois il y parvient...

En fait, il ne s'agit là que d'une réfection de façades, une fois de plus. L'association du capital et du travail est remise au goût du jour, sous un nouveau nom, pour donner l'illusion du changement. Le pouvoir revendique le droit à l'intoxication des masses populaires. A nous de l'abattre dans ces conditions !

Alors que la volonté de prendre ses affaires en mains est une idée qui, petit à petit et malgré tout, fait son chemin dans la population, ne voilà-t-il pas que la plupart des partis et syndicats traditionnels qui représentent officiellement le mouvement ouvrier aux yeux du gouvernement, prennent soi-disant fait et cause pour l'autogestion, tout en continuant d'entuber le bon peuple qu'ils savent si bien encourager à longueur de diatribes à rester sagement endormi sur ses lauriers, depuis qu'ils ont le droit au chapitre à la radio et à la télé ! Mais que proposent-ils donc concrètement les grands responsables et autres dirigeants prestigieux du PCF, du PS, de la CGT et de la CFDT, pour ne citer qu'eux ? Quelques nationalisations à la petite semaine visant notamment les branches industrielles en perte de vitesse parce que non-compétitives sur le marché, et une planification démocratique de l'économie (qui ne change pas de nature puisqu'il n'est pas question pour eux d'y toucher, et qui reste donc capitaliste en diable), afin de mieux orienter les investissements nécessaires à la bonne marche des « affaires » de la nation, pour « aller vers le socialisme ». Oui, peut-être, mais pas n'importe quel socialisme, un socialisme « aux couleurs de la France » (cocoricol) et, avec, en supplément gratuit, « plus de démocratie et de justice », et surtout « plus de liberté »... Ah ! Enfin, toutes les belles promesses qui ne mangent pas de pain et qui ne donnent pas soif à ceux qui les formulent, en prenant un air de diva offensée lorsqu'un trouble-fête vient se mêler de leur expliquer la faillite à court terme de leur projet politique qui n'est qu'un programme électoral « commun » voué à la poubelle, dans la mesure où les lois du marché capitaliste sont ainsi faites qu'elles ne peuvent absolument pas se laisser domestiquer par de futurs hommes d'Etat, fussent-ils même de « gôche » et ayant la volonté d'en découder avec le Capital et ses valets, la main sur le cœur et sans portefeuille à droite.

L'argent inonde le tissu social comme le soleil défait la glace, et il décide de tout dans la société moderne égoïste. Aussi l'honnête homme n'a qu'à bien se tenir ou aller se faire rhabiller s'il n'a pas encore compris qu'il faut tricher et passer sur le corps de son voisin, de son frère et de sa sœur, plutôt deux fois qu'une, pour « y arriver ». La loi du profit, en effet, est la seule bible, le seul dialogue qu'il soit permis d'établir avec la planète, aujourd'hui... Les patrons, les dirigeants salariés des entreprises, qu'elles soient bien de chez nous ou multinationales, ne sauraient retourner leurs vestes, si l'opposition à Sa Majesté arrivait d'aventure à lever les sables pour mettre le cap sur l'Elysée, au point de refuser de faire encore ramper le matelot davantage comme un baignard, puisque là ne réside pas leur intérêt ! Tout simplement. Alors, avant de parler d'autogestion, il faudrait voir à quoi ! Qu'est-ce qu'on entend au juste par là ? Et comment se fait-il qu'elle ait pu être récupérée aussi facilement par la gent politicienne au point d'en être vidée totalement de son sens, un peu à la manière des mots « socialisme » et « communisme », rapport à la social-démocratie et au stalinisme.

L'autogestion, c'est le droit et la possibilité pour chacun de faire « son truc » comme il l'entend. Mais elle n'est rien sans la capacité pour l'individu de se déterminer en connaissance de cause, ce qui suppose une économie non-capitaliste et des êtres vivants conscients d'eux-mêmes, c'est-à-dire prêts

à prendre le risque de choisir de vivre tout en sachant pertinemment qu'aucune existence ne peut se résumer au concept abstrait de sécurité où tout est réglé d'avance, ni au bordel généralisé qui autorise les reprises en main les plus musclées des bons apôtres démocratiques pour soulager le peuple élu de sa peine à s'y retrouver jamais. La mise à bas de l'oppression sous toutes ses formes et au désordre qui en découle, commande la mise sur pieds d'une société ordonnée à l'image du corps humain où des organes différents assument des fonctions particulières et essentielles, sont reliés entre eux comme parties d'un ensemble qui leur permet de vivre en bon voisinage, sans pour autant leur imposer quoi que ce soit.

Un des problèmes pour l'autogestion, et non des moindres, c'est le poids considérable des habitudes emmagasinées de génération en génération par les hommes et les femmes, et dont on a le plus grand mal à se défaire comme ça, du jour au lendemain. Et c'est ce lièvre que débusquera toujours fort à propos le militant d'un syndicat ou d'un parti au ras des pâquerettes, étranger à l'éthique et au comportement anarchiste, en affirmant subrepticement, au détour d'une conversation : « Mais tu vois bien que les gens ne bougent pas. On a appelé le personnel à se mettre en grève pour défendre la sécurité sociale, et seulement vingt et quelques pour cent de gens nous ont suivis... Non, mais tu te rends compte ? Il faut te faire une raison, les gens sont cons ! Eh oui, c'est comme ça et pas autrement... ». Et il suffit d'un instant d'égarement pour adhérer à ces propos, avant de prendre sa carte au parti ou au syndicat, l'air résigné, avec l'espoir peut-être un jour de s'élever au-dessus du troupeau, en maître-chien.

Mais comment s'attaquer à ce moloch des habitudes ? Ou comment militer, si je puis dire plus simplement ? De même que l'activisme à tout va ne suffit pas et peut très bien ne consister qu'à brasser du vent pour se donner bonne conscience, s'étourdissant un moment comme d'autres boivent de l'alcool en quantité ou se piquent au jeu, la réflexion seule ne saurait suffire si elle ne débouche pas sur le terrain de l'entreprise, du quartier ou de l'habitation, si elle n'arrive pas à faire se dériver les masques des rapports codifiés entre individus de différentes opinions, métiers, occupations favorites. L'autogestion n'est pas quelque chose de simple, loin de là ! Mais peut-être en est-il ainsi précisément parce qu'elle a le toupet de vouloir la réalisation totale de l'homme et de la femme, et d'aller ainsi à l'encontre de la vie médiocre et des idées faciles qui sont les deux mamelles de la société de consommation ?

Il n'y a pas de chemin de traverse entre la haine et l'amour. L'explosion est inévitable. A nous de faire en sorte que la dynamique contienne le moins de poudre possible. Moins il y en aura, mieux ça vaudra. Le désespoir n'est pas anarchiste ! A chacun donc d'être à la hauteur des événements et de sa vie, en fonction des capacités et des goûts qui lui sont propres. La déculpabilisation et l'affirmation de l'individu à l'égard de la masse uniforme et univoque et qui lui échappe, serait déjà un progrès pouvant aider à faire se dresser et se révolter la foule.

Que chacun devienne son propre parti et cherche à faire tâche d'huile. L'autogestion est à ce prix. Alors... au boulot !

Christian LACOMBE

Au congrès de la C.F.D.T.

Edmond Maire se confesse et les militants lui donnent une absolute restrictive

Le congrès de la CFDT qui vient de se terminer, n'a pas manqué d'intérêts ! Sur plusieurs plans ! Ce fut un vrai congrès, un congrès où l'on discute et élabore avec passion une tactique et une stratégie pour les années à venir, et en ce sens il était l'antithèse du congrès du parti communiste qui se déroulait en même temps et où les militants n'avaient rien à décider et étaient simplement réunis pour élaborer l'application des décisions de la direction. Le congrès avait pour thème de changer l'orientation de la centrale syndicale durement secouée par l'échec de la gauche au cours d'élections où elle s'était engagée plus qu'il ne convient à une organisation syndicale. Elle l'a fait au fil des heures à travers une confrontation d'idées qui est un signe de bonne santé. Il était grand temps ! Dieu et Marx c'est beaucoup, et la CFDT à manquer d'en crever, parce qu'une organisation syndicale n'est pas faite pour à la fois défendre les intérêts économiques des salariés et s'occuper de leurs âmes. Et puis aussi parce qu'il n'est pas facile de faire coïncider la fois défendre les intérêts économiques des salariés et s'occuper de leurs âmes. Et puis aussi parce qu'il n'est pas facile de faire coïncider la fois défendre les intérêts économiques des salariés et s'occuper de leurs âmes.



On accusera la CFDT de réformisme parce qu'elle a décidé de se recentrer et de donner la priorité à la défense des revendications des travailleurs. Mais si réformisme il y a, il est moins grave que cet autre réformisme qui consiste à accrocher l'organisation à un char politique, et à n'être plus que la courroie de transmission d'un parti. D'ailleurs toutes les organisations syndicales sont réformistes dans la mesure où elles essaient d'arracher, dans le cadre du système économique, des avantages pour les salariés. Si une organisation syndicale rejetait ce réformisme-là, qui fut celui de la vieille CGT du début du siècle, elle déprimerait rapidement pour se transformer en une secte sans aucune influence. Mais le réformisme ne suffit pas, ou plutôt s'il n'est pas renforcé par un projet économique révolutionnaire il devient par son action un simple régulateur du système. Or, ce qui fait la faiblesse de la CFDT, c'est justement qu'elle n'a pas de projet qui relève du syndicalisme révolutionnaire et que, lorsque le besoin s'en fait sentir, elle se trouve obligée d'adopter les projets politiques des autres, ceux du parti socialiste ou du programme commun, ce qui l'oblige à partager leurs échecs électoraux, ou alors elle est tiraillée entre les mini-groupes marxistants qui forment son extrême-gauche et qui trouvent écho dans sa base, justement parce qu'elle n'a pas de projet révolutionnaire, créant ainsi en son sein le désordre et la division !

Bien sûr, conscients de ce déséquilibre, Edmond Maire et ses amis qui refusaient la charte d'Amiens pour des raisons évidentes desquelles Dieu et Marx n'étaient pas étrangers, ont essayé de trouver une voie à travers la théorie de l'autogestion.

Je ne partage pas l'opinion de certains de mes amis syndicalistes sur

l'autogestion vue à travers la proposition qu'en fait la CFDT. Je trouve, comme dirait Voltaire, que dans ce concert « il y a plus de moines que de raison ». Laissons Lagardelle et Sorel dormir en paix, et convenons que dans leurs recherches on trouve de quoi justifier les thèses les plus contradictoires. On peut discuter de l'autogestion vue par Maire et ses amis, mais parler de corporatisme et d'intégration relève de la propagande de boutique sans grand intérêt. Il est certain que l'autogestion reste bien restrictive comme projet de société et que les modalités dont on l'habilite à la CFDT anticipent sur l'évolution économique. La charte d'Amiens a justement cet avantage de tracer un cadre général dans lequel les travailleurs inscrivent les structures imposées par l'évolution. Il n'est pas moins certain que ce recentrage proposé par Maire remplace le syndicalisme de ce pays. Ce recentrage fera brailer quelques petits gauchistes qui confondent la politiciaille marxisante avec le syndicalisme révolutionnaire, mais le bureau confédéral doit bien avoir quelques stages de formation où on puisse leur apprendre l'ABC du mouvement ouvrier français.

La proposition du congrès sur les 35 heures s'imposait. Toutes les organisations syndicales l'ont accrochée à leur cahier de revendications. C'est bien tard, si ce n'est pas trop tard, et j'ai bien peur qu'un jour le prolétariat européen paie cher sa légèreté et son impuissance qui l'ont empêché d'apprécier comme elle le méritait la grève des travailleurs allemands pour la réduction du temps de travail, grève qui fut un échec dont les organisations syndicales européennes portent la lourde responsabilité. Les 35 heures vont devenir une revendication dont l'effet sera plus psychologique que pratique. L'arrivée massive des ordinateurs sur le marché, où ils vont remplacer le personnel, surtout féminin, risque en fin de compte de voir les 35 heures servir les patrons eux-mêmes.

Le congrès s'est prononcé pour l'unité, tout au moins pour l'unité d'action avec la CGT en particulier et de façon générale. L'unité est un mythe, elle n'a jamais existé véritablement entre les centrales et même à l'intérieur. Ce qui est vrai c'est que les circonstances obligent les travailleurs à un front commun contre le patron, que les appareils syndicaux comme les officines politiques suivent et approuvent lorsqu'elles pensent que leur propre organisation a intérêt et peut y gagner, et qu'ils torpillent insidieusement dans le cas contraire ! Rappelons pour mémoire que les deux grands moments d'unité syndicale de ce pays, celui de 36 et celui de 68, furent imposés par la base aux appareils syndicaux qui s'empressèrent aussitôt qu'ils le purent de torpiller cette unité exemplaire dans la lutte.

Oui, ce congrès de la CFDT fut un congrès intéressant et qui, dans le monde où nous vivons, dépasse très largement le cadre qu'il s'était fixé. Rassemblement d'hommes libres, il a démontré que la démocratie existait, qu'il était possible de discuter et de proposer autre chose, de modifier ce qu'on proposait, de vivre ses propres convictions à travers les accords indispensables à la cohésion. Je suis pour ma part loin d'être d'accord avec la CFDT et je préfère, c'est logique, l'organisation à laquelle j'appartiens, mais face aux méthodes fascistes ou stalinienne (si m'excuse du pléonasme), il est bon que la démocratie s'impose, encore qu'à la CFDT la vérité conférée par Dieu donne le sens de l'autorité et qu'on n'hésite pas à mettre à la porte ou à obliger à s'en aller les éléments jugés trop tapageurs !

« Nous allons revenir à une vraie politique syndicale » dit Edmond Maire ! Tiens, il l'avait donc abandonnée ? Tiens, nous avions donc raison lorsque nous le disions ? Il n'est jamais trop tard pour se confesser. Encore un petit effort et Maire et ses amis pourront, à la droite de Griffuilles et de Pouget, être reçus dans l'Olympe du syndicalisme.

Alfred LIRON

ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU MONDE LIBERTAIRE

XXIII^e congrès du P.C.F.

A st-Denis, les communistes sont allés à la grand-messe du requiem de Staline

(suite de la page 1)

On peut s'étonner de la servilité des militants d'un parti qui, même s'il n'a pas l'importance qu'on lui attribue, groupe des dizaines et des dizaines de milliers de membres. Mais à la réflexion, cette fraction de la population que regroupe le parti communiste, est bien typée. Elle a toujours été présente dans l'histoire. Elle rassemble les croyants de révélations multiples qui, après avoir été admis dans le giron, s'en vont à travers le temps et l'espace se livrer au prosélytisme. Les cultes, mais pas seulement les cultes, égrènent dans une population ces desservants que toute idée d'approfondissement a quitté, qui sont admirables de dévouement et de fidélité au culte des images, celle de l'enfant Jésus ou celle de Maurice Thorez. Et croyez-moi, si l'on voulait changer la mythologie communiste, le parti comme l'église trouverait son Monseigneur Lefèvre.

Le congrès de St-Denis va naturellement approuver le changement de stratégie que le secrétariat a décidé à partir de l'échec du programme commun, échec qu'il a lui-même suscité pour ne pas prendre le pouvoir avec un parti socialiste qui avait le vent en poupe, et dans une situation qu'aussi bien que nous il savait qu'elle ne pouvait que s'aggraver. La direction du parti sait attendre. Sa stratégie n'a pas changé depuis 1921. Elle est simple, sans mystère et basée sur l'alternance. Dans les moments difficiles où il faut attendre et qui exigent un repli sur soi-même pour reprendre ses troupes en main et laisser passer les orages économiques ou politiques, le parti préconise la politique « classe contre classe », celle de ses débuts à laquelle le Front Populaire mettra fin, celle des années cinquante que reliaera le programme commun. C'est la politique de l'unité à la base, qui a pour tactique de « plumer la volaille socialiste », celle des accusations vengeresses et des affirmations ridicules. Dans ces périodes de repli, il perd ses plumes, mais les fidèles qui accompliront la traversée du désert seront le fer de lance du parti lorsque celui-ci abandonnera cette stratégie pour celle du front populaire, du front des Français, de la main tendue aux catholiques, et qu'il fera la manche auprès de tous ceux qui pourront l'aider à approcher du pouvoir pour refaire le coup de la Tchécoslovaquie qui lui permit d'accéder aux affaires après s'être servi des socialistes comme marche-pieds. La seconde des politiques c'est justement celle que vient d'abandonner Marchais, c'est celle de l'unité tous azimuts, qui procure des députés nombreux mais qui chasse chez les fidèles un certain nombre d'illusions. Oui, la stratégie globale du parti communiste qui navigue entre le « classe contre classe » et le « front des Français » est simple et ne s'y laisse prendre que ceux qui veulent bien, c'est-à-dire ceux qui, avec des grimaces ou pas, ont besoin des voix communistes pour être élus aux seconds tours des élections, et on comprend un peu Marchais d'en avoir assez de voir son parti servir de réservoir à voix pour un Mitterrand qui, sitôt au gouvernement et au premier incident, le laissera tomber pour faire alliance avec les centristes. Car si le parti de Marchais est sans mystère, celui de Mitterrand est de la même eau.

Le congrès de St-Denis a été la grand-messe et pourtant ses débats n'ont pas manqué d'in-

térêts. Toutes les liturgies ont leurs évolutions, et celle qu'on nous a servi n'était pas sans enseignements. Le bureau politique a voulu, c'est certain, garder deux fers au feu pour faire face à des évolutions économiques et politiques plus rapides que celles qu'il a connues dans le passé. On a condamné le manque de démocratie mais on s'est aligné sur la politique étrangère de la Russie. Dans tous les domaines on a pratiqué un stalinisme de pute mais un stalinisme tout de même. On a entrouvert les lucarnes en y conservant de solides barreaux, vers la Chine, vers l'unité des appareils, vers l'eurocommunisme, et on l'a fait en inaugurant une tactique différente, en ouvrant largement le parti à des gens qui ne militeront pas mais qui seront les garants de la démocratie.



Autrefois le parti débouchait les militants des autres organisations pour les associer, aujourd'hui on les intègre. Et j'ai trouvé réjouissante l'intervention d'une militante chrétienne nous chantant les vertus démocratiques du parti, à l'intérieur même de ce parti. Il est vrai que Dieu reconnaîtra les siens. De toute manière, en dehors de son succès de tribune, elle ne fera pas carrière car les communistes ont au moins une vertu : lorsqu'ils se sont servi de personnages d'autres tendances que la leur, ils les rejettent lorsqu'ils sont usés jusqu'à la corde. Zyronski, qui fut entre les deux guerres un personnage important du parti socialiste et qui rejoignit les communistes, végète en province aujourd'hui. Des personnages comme Wolinski, vous savez ce gros dur de *Charlie-Hebdo*, ou comme Claude Frioux l'intellectuel au cul entre deux chaises, ne feront pas de vieux os!

Naturellement nous n'avons, dans ce congrès, entendu aucun contestataire. Aucun n'avait la stature de Garaudy pour avoir droit à un dernier tour de piste, aucun n'a la carrure d'un Tillon pour avoir droit au flot d'injures qui accompagnent l'exclusion des relaps. La contestation dans le parti est dérisoire, et il est probable que ces magouilles autour du congrès d'où on les a écartés avec mépris, soit leur

chant du cygne. Ils ne feront carrière ni dans le parti, ni à l'extérieur. Ils sont marqués par l'opprobre qui déshumanise le prêtre détroqué. Pour eux qui, lorsqu'ils veulent se singulariser, balbutient les textes sacrés sur un mode plus aigu, hors de l'église point de salut!

Ce congrès autour duquel les media font du tapage, est un congrès comme les autres, le congrès d'une église qui a fait son plein, qui ne vit que grâce au dévouement incontestable de ses militants qui, comme ceux de l'Armée du Salut, vont par tous les temps prêcher la bonne parole en espérant avoir une petite place à la droite de Dieu. Certes le parti, à travers son organisation bien afûtée et grâce à ses militants, pourra encore faire impression, permettre à une bureaucratie besogneuse

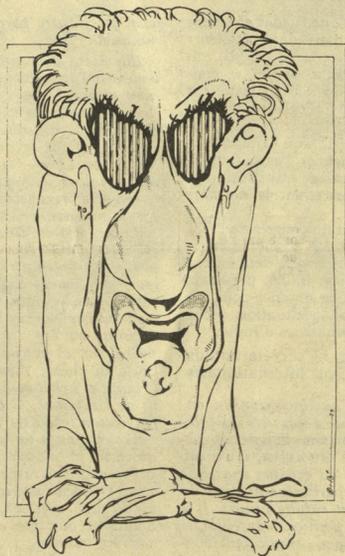
d'occuper des places dans le cadre de la société. Il continuera à jouir de la considération de ceux qui ne lui sourient que pour lui piquer des voix. Il est intégré. En jouant à faire peur il sert les intérêts de la réaction à laquelle il sert de repoussoir. Certains comptent sur son effondrement électoral. Ils ont tort! On vote pour lui non pas pour qu'il arrive au pouvoir, mais pour qu'il continue d'être un moyen de pression sur le patronat et l'Etat pour obtenir des revendications. Et je ne le constate pas sans tristesse, car je connais bien le militant de base au côté duquel je lutte depuis 50 ans, et qui mériterait mieux que ce travail de chaisière. Le malheur c'est que le communiste, comme le raticchon d'ailleurs, et pour les mêmes raisons, est irrécupérable. La trace qu'il a laissée le licol sur son cuir est si profonde que rien ne peut jamais l'effacer. Et lorsqu'il sort de l'église, c'est la solitude qui l'attend!

A St-Denis on a enterré des rois, mais on a conservé leurs effigies figées dans le marbre froid, et elles contemplant de leurs yeux vides le mouvement qui emporte les hommes qui passent au pied de la basilique. C'est le sort qui attend ce parti communiste français, qui n'a plus rien de communiste. Et le plus tôt sera le mieux.

Maurice JOYEUX

Procès des inculpés du 23 mars

Une justice à la Peyrefitte

Casseurs, charognards et C^o

APRÈS la première charette composée de 11 de nos camarades, c'était le tour de 7 autres manifestants du 23 mars à comparaitre jeudi dernier devant la X^e chambre d'appel.

Le cas de Georges Croissant n'a pas été réglé. Accusé d'avoir blessé deux flics, le tribunal correctionnel s'était déclaré incompétent, renvoyant l'affaire en cour d'assises. Croissant avait fait appel dans un premier temps contre cette décision, mais est finalement revenu sur sa demande. Son avocat (Mignard) a expliqué que cette procédure permettrait une enquête plus approfondie qui démontrerait l'innocence de Croissant. C'est ce que Mignard a lui-même appelé « jouer le jeu ».

L'avocat général et la cour devaient montrer qu'ils n'avaient aucune intention, quant à eux, de jouer ce jeu.

En effet, la cour n'a pas fait le détail. Elle a cogné très dur en aggravant considérablement les peines fixées au cours du premier procès :

* Gilles Desraisses et Pierre Legall accusés d'avoir lancé des pierres aux flics : 18 mois dont 8 ferme.

* Philippe Genet, accusé d'avoir lui aussi jeté des pierres : 1 an dont 6 mois ferme.

* Joseph Wazin et Mohamed Mebtoul, accusés d'avoir ramassé sur le trottoir des vêtements provenant d'un magasin « cassé » : 10 mois ferme.

* Mohamed Abdelsalam, accusé d'avoir dérobé un abat-jour provenant de chez Lancel : 1 an ferme.

Il est évident que d'une manière générale nous n'attendons rien de la justice bourgeoise, et plus particulièrement de l'avocat général. Toutefois, au cours de ce procès on a pu voir le dénommé Ginsberger laisser libre cours à son délire pour a teindre allégrement l'ignominie, ne voyant dans la boîte des accusés que des « commandos organisés » ou des « charognards » profitant des manifestations pour voler, piller, etc.

Dans la salle, nous n'avons vu qu'un commando organisé : celui composé du président de la cour, Kopp, et de ses conseillers Leclache et Moene. Quant au seul charognard visible, il avait nom Ginsberger et faisait office d'avocat général. Ce n'était pourtant pas eux qui étaient dans la boîte des accusés.

Pour tous ceux qui ont suivi cette affaire et qui ont pu assister à ce procès, il apparaît clairement que les accusés n'ont pas été condamnés pour leurs actes (ou supposés tels) mais pour l'exemple, parce que l'Etat ne souhaite pas montrer la moindre trace de faiblesse. Les avocats des accusés, et notamment Mignard et Leclerc, ont plaidé longtemps et avec intelligence, mais leur « prestation », et même le manque de preuves de l'accusation, n'ont rien changé, l'Etat, par l'intermédiaire de la cour, n'était pas disposé à « jouer le jeu ».

La presse dans son ensemble, même la plus pourrie (voir article paru dans *France-Soir* du 12/5) est d'accord sur un point : ceux qui ont morflé jeudi dernier sont des boucs-émissaires, des « lampistes ». Comme cela a été dit au cours du procès, s'ils ont été pris ce n'est pas parce qu'ils ont fait ceci ou cela, c'est parce qu'ils couraient moins vite, c'est tout.

En fait, ce procès aura au moins prouvé une chose : le premier terroriste de ce pays, le premier à user de violences, c'est l'Etat. Et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre tentent de s'y opposer, ont le sentiment d'être face à un monstre de moins en moins abstrait. L'escalade dans la violence continue ainsi, de manière délibérée de la part de l'Etat, ce qui ne laisse présager rien de bon en ce qui concerne la troisième charette d'inculpés, qui passera en appel le 23 mai.

C'est très court pour trouver une riposte à la mesure de répression qui s'abat. Jusqu'à présent, les quelques actions menées par le Collectif National pour la libération des inculpés du 23 mars, certains groupes de la FA, ainsi et surtout qu'une quinzaine de camarades de Croissant et Legall, n'ont pas eu le résultat souhaité en tant que contre-information incitant à une plus large mobilisation. Il va falloir trouver rapidement le moyen d'enrayer la répression. Pour cela, il est absolument nécessaire de dénoncer cette mascarade de justice. Si nous ne faisons rien pour briser l'indifférence quasi-générale, les prochains jugés risquent de payer très cher eux aussi le prix de la parano étatique.

G.E. BERNET-ROLLANDE

Italie Autour de l'U.S.I.

COMME nous vous en avons fait part dans plusieurs numéros précédents du ML, un grand débat a eu lieu et continue d'avoir lieu en Italie sur l'anarcho-syndicalisme et plus précisément autour de la reconstruction de l'U.S.I. (Union Syndicale Italienne), centrale anarcho-syndicaliste qui connut de beaux jours avant la dernière guerre.

Profitant du congrès de l'AIT qui s'est tenu dernièrement à Paris, nous avons demandé à un camarade italien présent à ce congrès de résumer pour notre journal la situation vécue par nos camarades d'Italie.

Le secrétariat aux Relations Internationales

« Il y a quelques années, on a commencé à débattre du problème libertaire dans le monde du travail. Au début, il y avait seulement les groupes anarchistes qui y participaient, mais le débat s'est ensuite ouvert. Il y avait des positions conseillistes, des positions « traditionnelles » et des positions parfois un peu sectaires. Le grand débat était de savoir s'il fallait une organisation de masse (c'est à dire qui s'ouvre aux luttes des femmes, des retraités, etc.) ou un 4^e syndicat (il y a 3 grands syndicats en Italie). On a choisi de tenter de développer une organisation de masse. Ce débat s'est concrétisé par les deux « actifs de base » (réunions nationales) d'avril 78 et de novembre 78. A cette dernière réunion, une fracture est apparue entre ceux qui veulent l'organisation nationale, dès maintenant et ceux qui veulent encore poursuivre le débat. Cette fracture n'est pas la conséquence de conceptions opposées, mais simplement d'une analyse différente de la situation. Le débat entre les deux courants reste ouvert. Il a donc été décidé que chacun continuerait son travail. Les partisans de la continuation du débat le font par l'intermédiaire de leur revue Autogestion,

et il y a d'autre part la constitution de l'USI.

Elle a été constituée officiellement à Parme lors d'une réunion nationale les 7 et 8 avril derniers. Le comité organisatif de Parme a consulté les fédérations régionales de Ligurie, Marche et Lazio, et les comités de toutes les régions favorables à la reconstruction immédiate. Devant les réponses positives, il a été décidé de tenir cette conférence d'organisation pour débattre de différents problèmes : axes de lutte, plateformes de lutte, problèmes organisationnels. Les principales décisions ont été :

* de créer un journal de lutte, Lotta di classe, mensuel pour l'instant et hebdomadaire à partir de l'automne, et confié à la fédération locale de Gènes.

* d'organiser la formation syndicaliste et d'approfondir les problèmes de stratégie par une revue Quaderni sindacali (cahiers syndicaux, avec en sous-titre Solidarité ouvrière) qui a déjà sorti un numéro.

* de nommer un comité national provisoire, avec un représentant par région qui devait être ratifié par chaque région, avec la tâche de coordonner les activités au niveau national et de préparer la prochaine assemblée nationale prévue pour l'automne.

* d'envoyer une délégation au congrès de l'AIT.

C'est le premier congrès de l'AIT auquel l'USI assistait. Il est très difficile de tirer des conclusions pour l'instant. Ce congrès a été très constructif parce qu'on a parlé des problèmes propres à chaque pays dans une perspective d'action internationale pratique, tout en confirmant les principes de l'anarcho-syndicalisme. Il y a eu quelques divergences, mais elles ont été surpassées. L'USI a été favorable à la commission pour un débat avec les organisations syndicalistes révolutionnaires de tendance libertaire qui ne sont pas à l'AIT ».

Informations internationales

U.R.S.S.

SOUCIS DÉMOGRAPHIQUES EN U.R.S.S.

Un recensement de la population a eu lieu en janvier sur l'ensemble des « républiques » soviétiques. On ne peut encore en tirer tous les renseignements concernant la structure et l'évolution de la population et on ne peut garantir si ces renseignements seront rendus publics. Ils ressort cependant des premiers résultats connus que, depuis le dernier recensement de 1970, la population a augmenté de 19 millions d'individus et atteint le chiffre de 262 millions (dont 140 millions de femmes). Mais cet accroissement est inégalement réparti selon les régions. Dans les territoires de l'Asie centrale et du Caucase, c'est à dire dans les territoires non russes, cet accroissement a augmenté de 4 à 5%, tandis que dans la partie occidentale de l'URSS - la partie spécifiquement slave - l'accroissement a diminué de 1% ou davantage. Ce sont donc les régions les plus développées au point de vue industriel et agricole dont le potentiel humain s'affaiblit, tandis que les régions moins développées voient s'accroître leur population. Il en résulte un déséquilibre qui risque de s'accroître d'ici la fin du siècle et on peut prévoir que le pourcentage des Russes et Slaves en URSS tombera au-dessous de 45%. Si on songe que les « Grands-Russes », qui constituent le groupe ethnique privilégié et dirigeant, ne sont eux-mêmes qu'une fraction des populations slaves, on peut se demander s'il leur sera encore longtemps possible d'exercer leur dictature sur l'ensemble de l'URSS. Tôt ou tard le poids grandissant des populations asiatiques entraînera un déplacement du centre de gravité et ce danger n'a pas échappé aux maîtres du Kremlin.

Ces soucis expliquent sans doute le silence depuis plusieurs années sur les pourcentages de mortalité et sur les moyennes d'âge. On ne peut se référer qu'à une comparaison entre 1970 et 1974 : la mortalité est passée de 23 pour 1000 à 28 pour mille. Quant à l'espérance d'âge, elle était en 1966 de 66 ans pour les hommes et de 64 ans en 1972. Pour les femmes l'espérance d'âge restait à peu près stationnaire aux environs de 74 ans.

Leur supériorité en technique, en industrie et en armement permettra-t-elle aux « russes » minoritaires de résister à la poussée grandissante du monde asiatique qui tend à devenir majoritaire à l'intérieur même de l'URSS ?

Jean BARRUÉ



Chronique du goulag ordinaire

ETHIOPIE — Alors que la bourgeoisie d'Etat d'Adis Abeba continue son génocide en Erythrée avec la bénédiction des crapules militaires et politiques du Kremlin, alors que des centaines de travailleurs croupissent dans les prisons d'Asmara, 15 syndicalistes viennent dernièrement d'être exécutés...

HONGRIE — Son excellence despotique Marjai, vice-président du conseil des ministres, vient de déclarer pompeusement que « les Hongrois devaient faire de très grands efforts pour surmonter les difficultés actuelles au prix de certains sacrifices ». C'est sans doute pour mieux les y contraindre que l'agence de presse officielle Magyar Tavislati Iroda louait dans le même temps les troupes du pacte de Varsovie qui vont, au cours du mois de mai, effectuer des manœuvres (vous pouvez dormir citoyens! la troupe veille...).

U.R.S.S. — L'économie d'Etat s'embarque de plus en plus et les discours, tout optimistes qu'ils paraissent, n'en dissimulent pas moins une catastrophe fantastique. Si, en 1977, le taux de croissance avait pu difficilement atteindre les 5,6%, et si en 1978 il était passé à 4,5%, il vient pour 1979 d'amorcer une telle baisse qu'au mieux il atteindra en fin d'année les 3%. Quand à la productivité en tant que telle, malgré une militarisation du travail jamais abandonnée et une certaine modernisation due entre autres à l'achat de nouvelles technologies en occident, de janvier à mars 79 elle n'a atteint qu'un taux de 2%, c'est-à-dire moins de la moitié de ce qu'elle était un an plus tôt à la même époque...

Les objectifs de production ne sont que très rarement atteints, généralement une différence de 3 à 4% les sépare de la production réelle... La production de tracteurs a baissé de 4%, celle de ciment de 12%, celle d'engrais de 13%, etc. Les usines de raffinerie sucrière en Ukraine sont à un tel taux lamentable de production que Moscou vient de demander à la société danoise DDS de moderniser la plus importante d'entre elles...

Comme vous pouvez le constater, et comme Marchais l'a dit dans son rapport d'ensemble sur les pays « socialistes » à la tribune du XXIII^e congrès : « La croissance de ces pays demeure largement plus rapide que celles des pays occidentaux en crise ». D'autre part, il est bien entendu évident, comme le dit Marchais, que « la réalité essentielle des pays de l'est est avant tout d'avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme ». Amen... un point c'est tout...

CHINE — Un groupe d'une dizaine de banques françaises (traduisez qui fonctionnent sur le sur-travail qu'elles participent quotidiennement à nous extorquer) vient d'accorder un crédit de 30 milliards de F à la bourgeoisie d'Etat pékinoise (rajoutez que ce prêt sera remboursé sur le sur-travail extorqué quotidiennement aux 800 millions de prolétaires chinois). Sur-travailleurs, sur-travailleurs, en France comme en Chine il en restera toujours un gros quelque chose pour ceux qui ne nous en laisserons qu'un tout petit reste...

Holstein, les socio-démocrates (avec le SPD) et les libéraux sont hostiles au programme nucléaire de leur camarade-chancelier Schmidt et réclament l'arrêt des constructions de Brokdorf et de Bunsbüttel. Malgré cela, la liste verte s'est maintenue et, tout en perdant des suffrages, a empêché la coalition SPD-FDP de battre le CDU et le premier ministre Stoltenberg. Elle a fait - comme on dirait en France - le « jeu de la réaction »!!! Les mauvaises langues prétendent que Schmidt n'est pas mécontent de la défaite de Jansen qui, en cas de victoire, aurait apporté son soutien accru aux néo-marxistes et aux Jusos du SPD.

hollande

HOMOSEXUELS CONTRE EVÊQUES — A Roermond et à Rotterdam résident deux évêques conservateurs qui, dans une lettre ouverte et un appel au pape, sont partis en guerre contre l'homosexualité, grave infraction à la vie chrétienne. S'ils tolèrent l'homosexualité en privé - comment s'y opposeraient-ils ? - ils condamnent le comportement homosexuel dans le domaine public, dans la rue. Le 14 avril, une « journée rose » fut organisée à Roermond et Rotterdam par l'organisation COC qui depuis la guerre groupe les homosexuels. Rose ? parce que le triangle rose était imposé aux homosexuels dans les camps de concentration nazis. La manifestation fut parfaitement réussie : 3 000 personnes à Roermond dont des prêtres du diocèse! Mais il a fallu un procès pour obtenir l'autorisation de manifester : le maire qui l'avait permise fut attaqué devant le conseil d'Etat par un groupe d'ecclésiastiques qui se jugeaient « insultés dans leur foi catholique ». Le conseil a jugé cette levée de crosses « inconstitutionnelle » et finalement les catholiques ont renoncé

à contre-manifester. Notons que l'organisation COC est jugée par certains trop défensive et ne se réclamant pas de la libération révolutionnaire. D'où l'existence d'un groupement homosexuel plus radical s'attaquant à la structure de la famille traditionnelle : les « Rooie Flikker ».

belgique

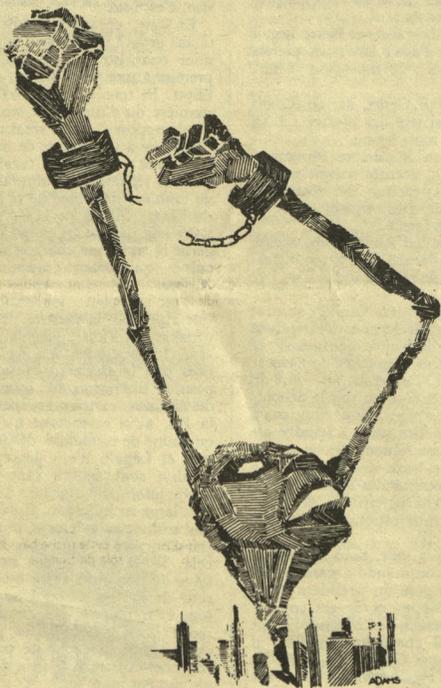
DANS LA MÉTALLURGIE WALLONE — Les ouvriers des entreprises métallurgiques ACEC, à Charleroi-Herstal, étaient au début de mai à leur sixième semaine de grève. Grève pour les 36 heures et une augmentation de 10 F belges par heure. Le patronat des ACEC (dont fait partie le vice-président de la régionale Charleroi-Namur de « Fabrimat ») essaie par tous les moyens de briser cette grève. Pour dresser employés contre ouvriers, on a lock-outé 300 employés sous prétexte que la grève des ouvriers les condamnerait à l'inaction. Mais il y a mieux : les patrons ont attaqué les syndicats FGTB et CSC en justice et obtenu l'application d'une procédure d'urgence pour faire comparaître devant le tribunal du travail de Charleroi les responsables syndicaux. Ils sont accusés de verser des indemnités aux grévistes, alors que la grève des ACEC est « illégale ». Ces indemnités, financées par les cotisations syndicales, sont la propriété des ouvriers et les en déposés serait un scandale. Le tribunal - visiblement gêné - a reporté son jugement. Le combat pour les 36 heures en Belgique - ou pour les 35 heures ailleurs - sera dur et le patronat usera de tous les moyens pour briser l'action ouvrière.

* * *

allemagne

LE CAS D'ASTRID PROLL — On sait qu'Astrid Proll qui appartient au groupe Baader-Meinhof, était réfugiée en Angleterre où elle travaillait sans donner prise à aucune suspicion. Le gouvernement de Bonn fait depuis des mois pression pour qu'Astrid soit extradée et jugée en Allemagne fédérale pour actes terroristes. Astrid a donc été arrêtée et détenue à Londres, dans la prison de Brixton. Elle a demandé la nationalité britannique, ce qui lui permettrait d'obtenir le droit d'asile en Angleterre. Les pressions exercées par le gouvernement de Bonn sur les autorités britanniques aboutiront-elles à l'extradition d'Astrid ? Reconnaissons toutefois qu'en Angleterre on a mis moins d'empressément qu'en France, à combler les désirs de la police allemande : qu'on songe à l'extradition éclair de l'avocat Croissant!

DANS LE SCHLESWIG-HOLSTEIN — Les élections du 29 avril au Landtag du Schleswig-Holstein ont montré une fois de plus la stabilité du corps électoral. Le parti chrétien-démocrate (CDU) perd 2% des voix mais conserve de justesse la majorité au Landtag : 37 sièges contre 31 SPD et 4 FDP (il faut joindre à cette opposition l'unique élu du parti « danois »). Ces élections appellent quelques remarques : tout d'abord les résultats insignifiants de l'extrême-droite NPD et des groupuscules communistes, mais surtout le fait que la liste « verte » n'a recueilli que 2,4% des suffrages, en dépit de l'agitation anti-nucléaire autour de Gorleben, Brokdorf et Bunsbüttel et de « l'accident » de Harrisbourg. Dans le Schleswig-



Contre la répression qui persiste et s'intensifie en Bulgarie La solidarité internationale des travailleurs doit se développer

TANIYOU Ivanov Garnev est né le 12 avril 1923 à Elkhovo. Il est marié et sa famille habite Stara-Zagora au 41 de la rue Tchala. Actuellement il se trouve dans la prison centrale de Stara-Zagora où il purge une peine de 4 années.

Dès son plus jeune âge, Taniyou Garnev s'est mis à écrire : des poèmes tout autant que des récits. Chantant la liberté, c'est tout naturellement que sa plume s'est mise au service de la révolution sociale en vitupérant énergiquement contre l'instauration du capitalisme d'Etat et de son cortège inévitable et effroyable de massacres, déportations, barbarie et travaux forcés...

— 1944. Taniyou Garnev rejoint le mouvement des jeunes anarchistes où, très vite, il s'affirme à la fois comme poète et écrivain, mais aussi comme militant et camarade anarchiste. Et c'est contre les bolcheviks bulgares qui, par leurs actions, se montrent les dignes héritiers de la réaction fasciste, qu'évidemment le jeune Taniyou va consacrer ses premiers combats.

— 1946. Taniyou est arrêté pour la première fois après qu'il ait ouvertement dénoncé le système d'exploitation mis en place par le P.C.B. et exprimé publiquement son appartenance au mouvement anarchiste et son adhésion totale aux perspectives émancipatrices dont ce dernier est porteur.

— 1947. C'est au cours de cette année qu'il subit sa deuxième arrestation. Après avoir subi de la part du Darjavna Sigournost (sûreté d'Etat) les tortures physiques et morales les plus raffinées durant plusieurs mois, Taniyou est contraint, malgré lui, de signer une déclaration en opposition avec ses idées et activités anarchistes, et ce pour échapper au traitement féroce que ses géoliers se font un plaisir de lui faire endurer. Après quoi il se voit « relâché ».

— 1948. Peu de temps après sa « libération », la sécurité d'Etat constate que Taniyou n'a pas renié d'un poil ses idées et activités, et que bien au contraire celles-ci ne font que redoubler. Il se voit donc arrêté et déporté dans un « lieu inconnu » où en permanence il se trouve soumis aux brimades et aux contrôles policiers les plus sévères.

Après quelques mois de déportation, il est « libéré » à nouveau. Mais le 16 décembre, alors qu'il a lieu la deuxième gigantesque pogrom que la bourgeoisie d'Etat organise contre le mouvement anarchiste de Bulgarie et de Macédoine, Taniyou se trouve parmi ceux qui, « sélectionnés », sont enfilés dans des wagons « spéciaux » suivant des rails qui mènent tout droit aux camps de concentration comme Cotician, Bogdanov Dol, Belene et bien d'autres.

L'adresse officielle du service postal de ces camps porte le sigle TVO (Trouvudo Vaspitatelno Obchtégité), ce qui veut dire « Communauté d'éducation du travail ». Dans la « communauté » où on l'enferme, Taniyou partage le triste et cruel sort de milliers d'autres travailleurs. Il y restera jusqu'à la fin de l'année 1950, y éprouvant quotidiennement la « rééducation par le travail » sous les auspices sanguinaires et tortionnaires des sbires de la sécurité d'Etat.

— 1951. L'épuisement physique qu'a produit chez lui le esclavage qui règne dans les camps, incite Taniyou à fuir le pays. Il prend donc la décision de passer la frontière, mais malheureusement pour lui il est découvert, arrêté et de nouveau condamné, cette fois à 3 ans de prison.

— 1957. Après quelques courtes périodes d'accalmie, souvent entrecoupées de tracasseries diverses, la sécurité d'Etat, en découvrant un groupe « conspirateur » dont il fait partie, arrête Taniyou en même temps que ses autres camarades de combat. Il se voit alors à nouveau condamné et emprisonné pour une durée de 15 ans.

— 1969. Deux ans après cette arrestation, il est gracié. Et en sortant de prison il commence à travailler comme ouvrier chauffagiste dans une école et un jardin d'enfants.

— 1975. Les flics entreprennent une persécution à son domicile et lui confisquent toute sa bibliothèque ainsi que ses manuscrits littéraires, dont un cahier de poèmes antimarxistes.

— 1978. Le 19 juillet, Taniyou Ivanov Garnev est arrêté et accusé de « détournement de mineurs ». Le procès a lieu à la fin de l'année et il se tient à huis clos dans le palais de « justice » régional de Stara Zagora. Dans l'acte d'accusation on lit les termes suivants : « ... Il s'agit d'un acte d'excitation et de satisfaction de besoins sexuels sans copulation, avec des mineurs, ce qui entraîne une peine émanant de l'article 149 du code pénal. Le prévenu récite toutes les accusations et clame son innocence. L'accusé est issu d'une famille paysanne, il a terminé ses études pri-

maires. Il n'appartient à aucun parti (Où! horreur!) mais il a une opinion ennemie envers le pouvoir populaire (bah! tiens!). Il a été arrêté en essayant de quitter le pays et aussi pour escroquerie. L'accusé a systématiquement amené des mineurs chez lui et a abusé de certains d'entre eux. A d'autres il a montré des revues pornographiques et des récits cyniques... »

Comme témoins de l'accusation, le juge a présenté deux jeunes filles, Stanjka Georgieva Koleva et Jeanette Christova Christova, et leur a posé la question suivante : « Est-ce que les accusations formulées contre Taniyou sont fondées ? ». Elles désapprouvèrent catégoriquement ces accusations. Alors le juge prit les feuilles de témoignage, les leur montra pour comparer les signatures. Elles expliquèrent aux juges qu'un homme était venu à leur école et leur avait présenté des feuilles mais que le témoignage inscrit sur ces dernières n'était pas le leur.

Taniyou Ivanov Garnev vit que le dactylo n'écrivait pas le témoignage et pour cela il fit une remarque au juge en lui signifiant qu'il récuserait les faux témoignages et l'acte d'accusation en déclarant que les juges et les jurés étaient membres du P.C.B. et qu'ainsi il était jugé par un tribunal du parti et que tout était joué à l'avance. Taniyou fut jugé pour ses opinions politiques anarchistes et pour son opposition radicale à la dictature que le P.C.B. exerce depuis plus de trente ans sur le prolétariat de Bulgarie, et pour rien d'autre. C'est ce qu'il clama et c'est ce que des millions de travailleurs là-bas, bien que muselés, comprennent immédiatement.

L'avocat de la défense, désigné par le tribunal, déclara alors devant la famille et les proches de l'accusé : « Comment puis-je le défendre quand il ne reconnaît pas sa culpabilité ? ». Que les avocats de la défense soient au service absolu de l'accusation, de la sécurité d'Etat et de la classe dirigeante, point n'est besoin d'y revenir, depuis les années 20 en URSS nous savons comment fonctionne la structure judiciaire en pays bolchevik. Taniyou sait tout cela et c'est pour cela qu'il a refusé la révision de son procès, parce qu'il sait trop bien que là-bas encore plus exclusivement qu'ici, « les droits de l'homme » n'existent pas si ce n'est pour l'homme d'affaires, et que les institutions juridiques sont simplement des instruments de domination aux mains sales de la police, du parti et de la bourgeoisie régnante. C'est pourquoi Taniyou Ivanov Garnev vient d'être condamné à 4 années de prison à régime sévère au cours d'un procès-magouille, fabriqué de toute pièce. C'est pourquoi, comme des milliers de ses camarades, depuis plus de 30 ans, comme Kristo Kolev, il subit chaque jour la répression du capitalisme étatique. C'est pourquoi comme eux, on le condamne à la mort lente parce qu'on tant qu'anarchiste, en tant qu'adversaire absolu de toute exploitation salariale et étatique que quelle qu'en soit la forme, il est avec tous ses camarades le premier adversaire du Capital et le premier ennemi de l'Etat.

La répression intense qui frappe des millions de travailleurs en Bulgarie, dont en premier lieu nos camarades anarchistes, ne peut se développer qu'en raison de l'ampleur qu'elle revêt en Bulgarie même tout autant que de l'absence dramatique de solidarité internationale active qui serait à même de leur éviter ce renforcement du système salarial et étatique.

NON TANIYOU IVANOV GARNEV ne doit pas mourir dans les cachots du fascisme rouge

OUI IL FAUT TOUT METTRE EN OEUVRE POUR HÂTER LA LIBERATION DE TOUTS NOS CAMARADES EMPRISONNÉS

SOLIDARITÉ TOTALE EFFECTIVE ET IMMÉDIATE !

Collectif de soutien à la lutte du peuple bulgare

Aristide Delannoy

Un crayon de combat (1874-1911)

IL n'aura vécu que 37 ans. Né à Béthune, il est mort en 1911, emporté par la tuberculose, après avoir vu son mal empirer à la suite d'un séjour de quatre mois à « la santé ».

La prison pour un dessinateur ? Ouil parce qu'il avait osé faire un portrait-charge du général d'Amade en boucher. Ça ne plut pas au « pacificateur » du Maroc ni non plus à Monsieur Clémenceau déjà caricaturé sévèrement dans le n°1 des *Hommes du jour* et bien décidé à se venger. Clémenceau, comme beaucoup lorsqu'ils accèdent au pouvoir, avait renié son passé. Delannoy, lui, comme Couté et quelques autres, n'a jamais renié, son œuvre graphique constitue un témoignage sur l'époque qu'il a connue. Témoignage accablant, parce que période trouble et troublée par des incidents et des luttes.

Bien sûr Delannoy se situe à gauche, très à gauche même. Et son œuvre est faite de cris et de dénonciations.

Chaque jour, de 1901 à 1911, il met son crayon au service du combat social. Il est près des syndicalistes, particulièrement des anarcho-syndicalistes responsables du progrès social. Dessinateur à *L'Assiette au beurre* (321 dessins), aux *Hommes du jour* (150 portraits et de nombreux croquis), à *La guerre sociale*, à *La barricade*, au *Pioupiau de l'Yonne*, aux *Temps nouveaux*, à *La Marianne*, à *L'Almanach de la révolution*, etc., il est aussi l'illustrateur de quelques brochures, dont celles des frères Bonneff : *La classe ouvrière*.

Il est surveillé par la police, poursuivi par la justice, haï de ceux dont il dénonce les méfaits. Et, comme si cela ne suffisait pas, miné par la maladie. La galerie de portraits que constituent les couvertures de l'hebdomadaire *Les hommes du jour*, est un régal. Pas un des maîtres de l'heure n'est épargné. Henry Poulaillie souligne, à juste titre, qu'une telle entreprise a peu d'égal dans l'histoire de la caricature : « Ces 150 couvertures constituent en quelque sorte le panthéon de la Belle Epoque, celle de la période du septennat de Monsieur Falkhères ».

Avec le concours de Henry Poulaillie, une équipe du « Vent du Ch'min » vient de mener à bien une recherche systématique de toutes les œuvres graphiques publiées sous la signature de A. Delannoy. Près de 1200 dessins dont 200 au moins méritent de passer à la postérité.

En attendant une édition, une exposition de plus de 150 dessins, dont une vingtaine d'originaux, se déroulera jusqu'au 31 mai à la bibliothèque de St-Denis (métro Basilique).



Théâtre

Zoo Story

d'Edouard Albee

Studio-théâtre 14 - 20, av. Marc Sangnier-Paris

S i vous aimez le grand spectacle, les petites chansons, l'oubli, l'évasion, enfin bref le théâtre de divertissement, alors n'allez pas voir *Zoo Story*!

Cette pièce, écrite par l'auteur de *Qui a tué Virginia Woolf*, est tout le contraire. Par son décor en premier lieu : une sorte de cage, ouverte du côté des spectateurs, un banc réel et un banc dessiné sur un mur. C'est tout. La mise en scène ensuite : deux hommes à Central park, New-York. L'un, assis, est un père de famille, costume étriqué, rides précoces. Il lit un livre à couverture rouge et noire. L'autre, tournant autour du premier, tantôt s'agenouillant, tantôt s'asseyant, c'est Jerry, le locataire démuné, rôle tenu par une femme. Un meneur de jeu, claquant son fouet avec dextérité, nous les présente... et leur cède la place.

Peter, l'homme marié, a des gestes crispés, rigides, gênés. Jerry, lui, qui est nerveux, souple, félin; l'appare par des questions indiscrètes. Les réponses sont peu importantes. En vérité, la vie de Peter, qu'on devine rangée, réglée, n'est pas un centre d'intérêt pour l'auteur. C'est le marginal pulvisif qui est en cause. Au fil du discours se dessine sa vie, son histoire, par de longs pans de mots, on devine l'immeuble où il vit, ses habitants symboles des USA (le noir, la famille portoricaine), vie à la fois ratée par l'échec des rencontres avec les autres, mais aussi très riche par la lucidité avec laquelle elle est ressentie.

La tension monte au long de la pièce. Peter, de plus en plus inquiet, se demande sur quel étrange personnage il est tombé, et qui le pousse petit à petit du banc où il est installé. Comme il était installé dans la vie sans se poser de questions. Cette opposition des deux individus, visualisée au théâtre par leurs jeux de scène antagonistes (assis-débout, calme-nerveux, silencieux-parlant), ne peut aboutir qu'à la disparition de l'un de ceux-ci. Peter est manipulé par Jerry qui veut en finir avec l'existence. Mais pas avant d'avoir dit ses quatre vérités et d'avoir semé le trouble dans un esprit bête. Nous participons à cette évolution à ce suspense. Les jeux de scène suivent le rythme des mots, et bien souvent le langage prend le pas sur le gestuel. Le dénuement du décor laisse la place à l'imaginaire. Les animaux fantastiques décrits par Jerry envahissent la scène, et notre esprit, prenant figure d'allégorie de notre temps, quelle importance que l'action se passe dans un parc new-yorkais ?

Ce qui fonde la pièce, c'est la différence entre le conformisme innocent et la lucidité inquiète. Certes, ce théâtre de parole, où le mot règne en maître, où la tension ne se relâche pas, fait plus naître la réflexion que le rire, et la poésie des mots n'attendue pas l'angoisse surgie soudain. Ici pas de tape-à-l'œil, ni de clinquant. Au spectateur de tirer les conclusions.

Colette PIBAULT

L'atelier

Théâtre de l'Odéon

I l'existe encore des auteurs dramatiques sachant retenir un public en contant une histoire simple et humaine, et touchant la totalité des spectateurs. C'est le cas de J.C. Grumberg, nous faisant participer à une tranche de sa propre vie de jeunesse, durant les premières années de libération. Cadre de vie artisanal d'un atelier de confection du 3^e ou 4^e arrondissement, avec tout le folklore, des appiécours, colottiers, et des finisseuses, aussi vives de l'aiguille que de la parole. La reconstitution de l'atelier familial où vécut l'auteur est un chef-d'œuvre d'exactitude. Cette magistrale fresque du travail, dédiée par Grumberg à sa mère, démontre la douloureuse attente d'une femme de déporté attendant, vainement, le retour d'un disparu. Toute cette évocation baigne dans un climat émotionnel d'une rare qualité. Une dizaine de scènes, s'étirant sur quelques années, analyse cette réadaptation de ces artisans au nouveau rythme d'une vie sans restrictions ni marché noir.

L'interprétation est sans faille, le travail d'équipe prouve sa supériorité ; ici, pas de vedettes mais des militants servant une belle œuvre. Mrs Benichou et Rosner ont collaboré à la mise en scène avec l'auteur. Le premier tient également un rôle, celui du presseur, c'est une composition excellente. L'auteur interprète l'emploi du patron confectionneur, sa réalisation de ce personnage multiple est plus que remarquable. Près de lui, L. Huon, J.P. Klein, M. Konieczny et le jeune L. Goldenberg forment l'élément mâle de cet atelier, tous jouent ou plutôt vivent les ouvriers avec un talent digne d'éloges. Dans cette riche bavarde, nous admirons le sûr talent de Geneviève Mnich, dans le rôle de Simone, espérant toujours un retour qui ne viendra jamais. La plus virulente de ces abeilles est certainement Charlotte Moury, un groccho en jupons sachant détailler la langue verte avec une assurance totale ; une composition de classe. J. Stolér, la patronne, marque par sa discrétion de jeu, sa personnalité dans cet ensemble de babilleuses. Suzy Rambaud et Rose Thierry, ainsi que l'ingénue Brigitte Mounier, complètent merveilleusement cette équipe de très grands interprètes.

Francis AGRY

ACHETEZ
VOS
LIVRES
A
PUBLICO

UN BUDGET EN PLEINE EXPANSION

A VANT de présenter le budget en question, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques chiffres pour faire connaître aux lecteurs - pardon, à tous les Petits Frères - les progrès du Big Brother de feu Georges Orwell. En 1978, le budget de l'Etat dépassait 400 milliards (en NF évidemment) et le budget social 395 milliards dont : Sécurité Sociale 260 milliards et le reste en retraites complémentaires et régimes spéciaux. Ainsi le gouvernement gère pour vous 800 milliards de F sans parler des taxes municipales et des assurances diverses et variées. Comme il faut bien que Big Brother prenne cet argent quelque part, essayons de savoir où. Pour le budget social, c'est clair : sur la feuille de paie. Le

budget de l'Etat est prélevé, lui, par les impôts directs (environ 25% du total), sur les salaires, les revenus, les successions, timbres fiscaux en tous genres, et le reste par les impôts dits indirects : TVA, droits de douane, taxes sur l'essence et autres.

Bien entendu, des chiffres aussi énormes ne disent rien à personne. C'est pourtant simple, ces impôts ne peuvent provenir que du travail ; ce n'est pas parce que le capital « rapporte » qu'il fabrique quelque chose. Tous les impôts proviennent d'une part soustraite au revenu du travail. Reste à savoir qui travaille...

Il y a en France environ 13 millions de cotisants et 40 millions d'assurés à la Sécurité Sociale. On peut donc supposer qu'au moins 13 millions de personnes travaillent. Il y a environ 3,2 millions de commerçants, artisans et industriels. J'ai lu quelque part qu'il y avait 18 millions de personnes actives en France ; ça devait inclure, outre les 16,2 millions précédents, les militaires, les policiers et CRS divers, les curés, les politiciens, les propriétaires et probablement les artistes et les chômeurs. Ne lésions pas, supposons 18 millions de travailleurs. En divisant 800 milliards par 18 millions, on obtient pour chacun une cotisation de 3700 F/mois. Je ne connais pas le salaire moyen actuel, mais il ne doit pas être loin de ces 3700 F/mois. Ce qui signifierait tout simplement que chaque travailleur gagnerait en moyenne 7400 F/mois qui seraient répartis à égalité entre lui et l'Etat. En d'autres termes, l'Etat gère la moitié du revenu de notre travail.

Qu'en fait-il ?

« On doit reconnaître franchement qu'il n'y a présentement aucun moyen de protection adéquat pour le peuple de ce pays contre une attaque nucléaire ».

Ducan Sandys, ministre de la Défense anglais-1957

Et il n'y avait pas encore de missiles intercontinentaux en 1957!

Le budget de la Défense

En ces périodes de vaches maigres, il y a justement un poste budgétaire qu'il est intéressant d'examiner : c'est celui de la « Défense ». En 1979, sur les 458,9 milliards du budget de l'Etat, 92,24 milliards seront réservés pour le ministère de la Guerre**, en augmentation de 14,2% par rapport au budget militaire de 1978 (80,77 M). Avec un taux d'inflation inférieur à 10% d'après R. Barre, on constate que les militaires maintiennent largement leur pouvoir d'achat.

« La réponse du ministère est nette : à grande distance de la terre, la maîtrise du ciel appartient toujours aux porte-avions ». Et aux mouettes...

Par comparaison, on peut remarquer que l'armée reçoit plus que 5 autres ministères réunis : Santé (25,5 milliards), Agriculture (22,2), Environnement (17,3), Universités (13,2) et Travail (9,6), et que le ministère de l'Intérieur (flics et CRS), avec 20,6 milliards, reçoit 56% de plus que les universités.

Si l'on divise ce budget militaire entre les 18 millions de personnes actives, on arrive à une cotisation annuelle de plus de 5100 F par personne.

Qu'est-ce que font les militaires avec tout ce fric ?

La manne

Il y a d'abord les pensions : 15,13 milliards, que les militaires n'ont pas l'habitude de combattre dans leur budget parce qu'elles étaient autrefois réglées par le ministère des Finances, ce qui leur fait dire qu'ils n'ont que 16,8% du budget national, alors qu'ils en ont déjà 20,1%. Le reste, 77,11 milliards, est réparti selon le tableau suivant (en millions de F) :

| Section | Commune | Air | Terre | Marine | Gendarmerie | 1979 |
|---|----------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------|
| Budget | 19465 | 15782 | 21317 | 13049 | 7498 | 1978 |
| Etudes, recherches, prototypes | 9525 | 1461 | 694 | 721 | | +16% |
| Fabrications, investissements techniques et industriels | 661 | 6171 | 5793 | 5291 | 297 | +19% |
| Fonctionnement, entretien et infrastructure | 1181 | 3439 | 5907 | 3213 | 1493 | +11% |
| Rémunérations et charges sociales | 6523 | 4671 | 8923 | 3813 | 5708 | +13% |
| Subventions et dépenses diverses | 1489 | | | 10 | | -8,9% |
| Effectifs | 9455 | 100810 | 319745 | 68246 | 77306 | |
| Engagés/appelés | 9235/220 | 62058/38752 | 115406/204339 | 49845/18401 | 72306/5000 | |
| Effectifs civils ou rémunérés par l'armée | 135 409 | | | | | |

Les budgets sont en général (sauf pour terre) supérieurs aux dépenses, il y a un petit « en-cas » et quelques frais supplémentaires, dont la Défense civile que nous verrons plus bas. Notons ici que le « prêt » des appelés, porté à 9 F/jour, coûtera près de 900 MF/an bien que son pouvoir d'achat ait baissé de 0,6% depuis 1976. Marche ou grève ?

A première vue, le tableau précédent est aussi abstrait et beaucoup moins joli qu'un tableau de Mathieu. En y regardant de plus près, on peut tout de même voir que la recherche militaire et la fabrication du matériel de guerre ont le vent en poupe avec respectivement 16 et 19% d'augmentation. Le lecteur, même non initié, ne s'étonnera pas des 21 milliards de dépenses de l'armée de terre avec un effectif de 320 000 bonshommes (près de 5600 F/h/mois), des 15,7 milliards pour l'Aviation (13 000 F/h/mois) - les avions Dassault coûtent chers -, ni des 13 milliards de la Marine (15 900 F/h/mois) ; mais qu'est-ce que fabriquent les 9455

qui absorbe plus de 19 milliards (171000 F/h/mois) ? Vous avez deviné, c'est la force de frappe qui absorbe le gros de ces crédits de la Section Commune. Voici comment se décompose le budget de la force de frappe en 1979 :

- * financé par la Section Commune : 8243 MF pour la force nucléaire stratégique (FNS) dont : 3885 MF Atomes (division des applications militaires du CEA), 3705 MF Engins (SNIAS, MATRA, SEP, Thomson-CSF, Crouzet...), 751 MF Centres d'Essais (Landes, Mururoa, Fangatofa...), 302 MF Investissements divers.
- 709 MF pour l'arme nucléaire tactique (ANT) des Pluton, Jaguar, Mirage III et Super Etendard.

- * financé par l'aviation : 505 MF pour Etudes (20 MF), Electronique (196 MF), Avions (246 MF), Divers (43 MF).

- * financé par la marine : 1400 MF pour les sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE).

Total : 10 857 MF pour FNS et ANT.

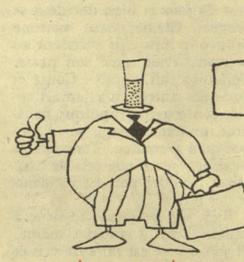
Outre le financement de la force de frappe, la Section Commune donne en 1979 :

- 108 MF pour la fusée « civile » Ariane afin d'avoir la possibilité de lancer des satellites militaires d'observation ou de télécommunication,
- 81 MF pour les satellites d'observation dont 31 MF pour le satellite Spot,
- 15 MF pour l'étude des missiles de croisière,
- 10 MF pour l'étude des systèmes mobiles de lancement des missiles (les missiles fixes du type Plateau d'Albion sont trop vulnérables),
- 172 MF pour l'espionnage et le contre-espionnage (SDECE),
- 39 MF à l'OTAN pour bénéficier des informations de son système d'alerte,
- 26,3 MF pour la justice militaire (73 officiers et 117 sous-officiers, soit près de 12 000 F/h/mois en moyenne),
- 300 MF pour l'ONERA et l'institut de St-Louis (étude des missiles) et l'école polytechnique,
- 40 MF pour le CNES (espace),
- 24 MF pour le service d'informations et de relations publiques des armées ou SIRPA (propagande militaire).

En ce qui concerne la répartition de la manne des crédits de fabrication d'armement seulement, ont reçu :

- 4 815 MF les établissements de la délégation générale pour l'armement (DGA, arsenaux d'Etat),

un pétrolier géant ou un sous-marin propulsé par réacteur nucléaire s'échouera sur les côtes bretonnes... Quant au fichage des populations grâce à l'informatique, merci RPR. Les retombées économiques du Concorde sont bien connues et pour aller pêcher le mérou ou relever des amphores romaines on peut très bien se passer des crédits militaires.



Le personnel

Compte-tenu du tableau, il y a environ 575 500 militaires, dont 210 généraux Terre, 69 généraux Air et 58 amiraux, plus 135 409 civils, soit au total près de 711 000 personnes dans l'armée.

« Il convient de rappeler que, par ailleurs, 120 emplois de matelots de 1^{re} classe à solde spéciale progressive ont été supprimés ».

J.P. Bechter, député RPR

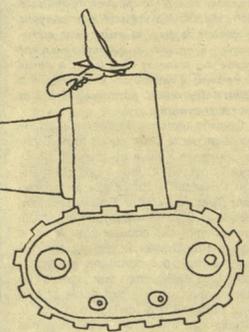
En 1960 il y eut autour de 440 000 naissances mâles ; métropole 420 000 plus 20 000 aux DTOM. En 1978 il y a eu environ :

- Appelés 287 200 dont 21 000 seront réformés et 7 500 libérés par anticipation
- Engagés 19 000 (« leur niveau est moins élevé que celui des appelés ».
- Evident!
- Objecteurs 900 (671 en 77)
- Condamnés 400
- Dispensés 35 000
- Exemptés 80 000

Ainsi, sur 422 500 jeunes, 19 000 s'engagent (4,5%) et 61% seulement feront leur service jusqu'au bout. En fait, sur les dix dernières années, 20 à 30% des jeunes arrivent à échapper au service militaire chaque année.

« Qui ne voit le danger que font courir aux armées, sur le plan opérationnel, les déplacements dominicaux (les

le pays le plus militarisé des pays industrialisés non directement menacés (comme Israël) : France 1,35%, USA 0,96% et GB 0,58%.

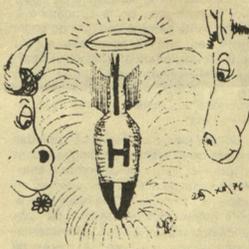


Outre les 711 000 personnes dans l'armée, il ne faut pas oublier ceux qui travaillent à la fabrication de l'armement, 280 000 personnes d'après le sénateur Genton, dont : 24 000 dans le nucléaire, 80 000 dans l'aérospatiale, 40 000 dans l'électronique... Et au moins autant dans la sous-traitance, compte-tenu du fait qu'elle est la force principale des entreprises nationalisées sous Giscard. On arrive à plus de 1,2 million de personnes « actives » dans ou pour l'armée.

Il n'est pas évident que les 100 000 personnes qui travaillent à l'exportation des armements (4,8% du total des exportations en 77) contribuent à la paix mondiale ou à l'équilibre économique d'une société qui gaspille certainement plus de 4,8% de son travail.

Contrairement à ce qui se passe en Israël où aucun militaire - y compris les généraux - n'a plus de 45 ans, en France les militaires s'incrustent dans la carrière : les plus tarés parce qu'ils ne trouveraient pas de travail en cette période de chômage, et les mieux payés (les généraux à 30 000 F/mois), ces deux ensembles n'étant pas forcément distincts. Pour le sénateur Francou, ceux qui « sont admis à la retraite » avant l'âge de la pension vieillesse de la SS veulent « des dispositions garantissant le droit au travail des militaires », comme les métallurgistes lorrains quoi !

« Une telle disposition est de celles qui conditionnent le moral des personnels d'active et, partant, la crédibilité de l'armée ». Rien de moins, mais s'ils voulaient tant travailler, pourquoi diable sont-ils entrés à l'armée ?



La défense civile

En 1979, le budget du programme civil de la Défense s'élève à 20,6 MF, en augmentation de 16,6% par rapport à 1978, réparti comme suit :

1) au titre de la continuité de l'action, de l'information et des liaisons gouvernementales :

- ministère de la Défense : 7,1 MF pour l'équipement des PC gouvernementaux et les transmissions gouvernementales.
- ministère de l'Intérieur : 1,1 MF pour la détection des émissions clandestines.

2) au titre de la protection des populations :

- ministère de l'Intérieur : 7,6 MF pour le renforcement des transmissions de défense civile et d'alerte.
- min. de la Santé et de la Famille : 0,68 MF pour l'équipement contre les rayonnements ionisants, la transfusion sanguine et les postes de secours mobiles.
- secrétariat aux DTOM : 4000 F pour le renforcement des transmissions.

« Contrairement à ce que disent les économistes classiques ou néo-classiques, le budget de la Défense n'est pas inflationniste... C'est démontré par les économistes des pays de l'Est ».

J.P. Bechter, député RPR

En ce qui concerne les 0,68 MF du budget de la Défense civile attribué à la Santé et à la Famille, M. Bechter a parfaitement raison. Pour les 92 milliards... seule apparaît démontrée la collusion objective entre le RPR et le communisme.

Conclusion

Un général soviétique dit un jour à un visiteur anglais : « En Angleterre, il y a les optimistes et les pessimistes. Les pessimistes pensent que 5 bombes H tueraient tout le monde en Angleterre, les optimistes pensent qu'il en faudrait 8. Nous en avons aujourd'hui plus de 2000 ».

Les chiffres précédents et les citations françaises ont été tirées de 5 publications officielles de l'Assemblée ou du Sénat en 1978 :

- Ass. nat. 573, tome II, Défense par J.P. Bechter, député RPR.
- Ass. Nat. 570, annexe 53, T.I et II par J. Cressard, député RPR.
- Sénat 74, tome III, annexe 43 par J. Francou, sénateur.
- Sénat 77, tome IV, Défense par J. Genton, sénateur.

Leurs auteurs sont donc tout à fait qualifiés pour m'inspirer la conclusion. Pour J. Cressard tout d'abord : « Le budget de la Défense serait pleinement satisfaisant s'il ne devait être confronté au contexte au sein duquel il s'inscrit... Un contexte que caractérisent à la fois une situation diplomatique et militaire préoccupante et la modération de notre effort financier ». En fait, « notre effort financier est trop modeste... et... la croissance des dépenses militaires est possible ». Il convient de le dire publiquement : avoir une défense forte, fondée sur un large débat public, c'est à la fois l'exigence de la démocratie et la meilleure façon de nous préserver des affres d'un nouveau conflit ».

Si je comprends bien, 92 milliards seraient « pleinement satisfaisants » pour amuser les militaires s'il n'y avait pas de risques de guerres, si on était seul au monde quoi ! Quant à l'effort financier, si mes calculs sont exacts, une cotisation de 5100 F/an dans n'importe quelle compagnie d'assurances - en fait, plus de 7000 F si j'inclue le budget de l'Intérieur et si j'exclue du nombre des travailleurs tous ces gardiens de l'ordre intérieur et extérieur - permettrait de m'offrir une assurance bien plus efficace.

Page 145 de son rapport, Cressard écrit : « S'est-on rendu compte qu'au moment même où notre effort de défense fléchissait (à compter des années 1970)... ». Or, on lit p. 133 que le budget militaire est passé de 25,8 milliards (en francs constants 1969) en 1970 à 34,3 milliards de ces mêmes francs en 1979, soit une augmentation moyenne de 3,7% l'an en francs constants et un taux de doublement tous les 19 ans... Intox et/ou connerie ?

Rendons tout de même hommage au député Cressard qui réclame un « large débat public ». Comme il ne s'agit pas, au RPR, de faire perdre leur temps aux habitués du café du Commerce, je suppose que ce débat déboucherait sur un vote de tous les Français... « C'est l'exigence de la démocratie », et c'est plus difficile d'acheter une majorité d'électeurs que 200 députés. Dans la foulée, on pourrait même faire voter le budget de tous les ministères, la moyenne nationale étant le chiffre retenu : l'informatique pour une fois au service de la démocratie. La touchante unanimité actuelle des « représentants du peuple » à l'Assemblée et au Sénat en ce qui concerne la force de frappe jupe étrangement avec tous les sondages d'opinion effectués depuis les années 50. Ce qui explique d'ailleurs l'absence de référendum sur le sujet.

Y. Le Hénaff

« On ne me fera pas croire que le demi-milliard dépensé au Zaïre, au Tchad et en Mauritanie relève d'un ministère de la Défense ».

« D'après F. Giroud dans Le Monde du 27/1/79, si l'on divise la masse salariale par le nombre de femmes salariées, on obtient 2500 F/mois ; le même calcul donne 3800 F/mois pour les hommes ».